Initiatives parlementaires

mon collègue. Il peut sembler très louable, à première vue, de permettre à une personne qui remplit des fonctions de juré ou accomplit un travail communautaire de continuer de toucher ses prestations d'assurance-chômage.

Le député nous a déjà expliqué qu'aucun Canadien ne devrait être pénalisé pour avoir accepté de remplir un devoir civique comme la participation à un jury, la lutte contre un incendie ou d'autres fonctions du genre. Je suis parfaitement d'accord, personne ne devrait être pénalisé parce qu'il remplit son devoir de citoyen.

Mais ce n'est pas le régime d'assurance-chômage qui pénalise ces gens, c'est le système de justice provincial. Il est vrai que les personnes acceptant des fonctions de juré n'ont pas droit aux prestations d'assurance-chômage.

Une voix: Oh, oh!

M. Shields: Je me demande si le député peut arrêter de parler et écouter, ce qui lui permettra peut-être d'apprendre quelque chose. J'ai écouté très calmement le député et j'accepterai de l'écouter à nouveau s'il se donne la peine de m'écouter à mon tour.

Il est vrai que les personnes servant comme jurés n'ont pas droit aux prestations d'assurance-chômage. C'est parce que pendant ce temps, on ne peut pas considérer qu'ils sont disponibles pour travailler. Je reviendrai à cet aspect dans un moment.

Il est vrai aussi que les indemnités payées aux personnes remplissant des fonctions de juré sont infimes au Canada. Pour cette raison, une personne touchant des prestations d'assurance-chômage qui fait partie d'un jury risque fort de connaître des problèmes financiers quand elle n'aura plus droit à ces prestations. Mais il faudrait aussi remarquer la chose suivante: à mon avis, pas un juge dans notre pays ne refuserait à quiconque en ferait la demande d'être dispensée de remplir les fonctions de juré parce qu'il cherche du travail et reçoit l'assurance-chômage. Cela devrait être souligné.

J'ai eu l'occasion de me trouver dans une salle de tribunal lorsque des juges ont dispensé des gens de faire partie d'un jury pour diverses raisons, et manifestement si j'étais au chômage et que j'étais convoqué comme juré, j'expliquerais au juge que je cherche un emploi et que mes prestations d'assurance-chômage cesseraient si je remplissais les fonctions de juré, et il m'en dispenserait.

Examinons brièvement comment cette loi s'applique à ces cas. La loi sur l'assurance-chômage de 1971 a été promulguée le 23 juin 1971. Bien qu'on y ait apporté de nombreuses modifications, cette loi constitue la base de la mesure législative actuelle. Aux termes de la loi, les demandeurs attestent qu'ils ont droit aux prestations sur une carte qu'ils remplissent toutes les deux semaines. Ils indiquent sur cette carte qu'ils sont au chômage, qu'ils peuvent travailler et qu'ils sont disponibles, mais qu'ils ne peuvent pas trouver de travail approprié. Ce sont les critères de base pour recevoir l'assurance-chômage.

Ce processus servant à déterminer si le demandeur a droit aux prestations n'est pas limité au moment où on fait sa première demande ou on la renouvelle, mais se poursuit pendant toute la période où on reçoit les prestations. Une fois établie la période de prestations, les demandeurs doivent attendre deux semaines avant que ne commencent les versements. Ils doivent aussi montrer qu'aucune condition ou circonstance n'existe qui les empêcherait de toucher ces prestations.

La loi sur l'assurance-chômage exige que les demandeurs qui reçoivent régulièrement ces prestations prouvent qu'ils peuvent travailler, qu'ils sont disponibles et que rien ne les empêche d'accepter immédiatement toute offre d'emploi appropriée. Je vous le dis, c'est là le point capital. La loi oblige la personne qui touche des prestations d'assurance-chômage régulières à prouver qu'elle est capable de travailler et disponible à cette fin et que rien ne l'empêche d'accepter sur-le-champ toute offre raisonnable d'emploi.

Ces conditions sont énoncées au paragraphe 14 a) de la Loi sur l'assurance-chômage. C'est la loi qui l'exige, et aucun pouvoir discrétionnaire de dérogation n'est prévu. Elle fait retomber sur chaque demandeur la responsabilité de prouver sa disponibilité à travailler tous les jours pour lesquels il touche des prestations. La préoccupation première et quotidienne du demandeur est donc d'être réembauché. Pour ce faire, il doit être continuellement à la recherche d'un emploi et toujours prêt à accepter un emploi convenable.

Si un demandeur est incapable d'accepter immédiatement un emploi parce qu'il remplit des fonctions de juré, je dirais que la présomption de non-disponibilité est très forte. Mais, dans tous les cas, la disponibilité est évaluée au cas par cas. La décision est donc fonction des circonstances propres à chacun.